

06.07.2009 – 10:07 Uhr

Discours suisse - Concurrence fiscale: Ce qu'en pense le professeur d'éthique Peter Ulrich

Berne (ats)/ (ots) -

Le professeur Peter Ulrich, directeur de l'Institut d'éthique économique à la Haute Ecole des études économiques de Saint-Gall (HSG), critique la politique fiscale de la Suisse depuis près de dix ans. Il estime que la position des cantons qui se concurrencent pour attirer des riches contribuables est "hypocrite."

"Une politique attrayante pour qui?", se demande le professeur. Selon lui, une concurrence fiscale excessive, comme elle existe en Suisse, amène à une lutte pour attirer les "meilleurs" contribuables. Un peu comme les caisses-maladie qui essayent de se voler mutuellement les "meilleurs risques."

"Il est intéressant de noter", souligne Peter Ulrich, "que ce sont pratiquement toujours les petits cantons qui adoptent cette politique peu solidaire car eux seulement peuvent se permettre d'attirer des personnes riches tout en compensant largement le départ de contribuables installés depuis longtemps dans le canton."

Pour le professeur d'éthique, qui prendra sa retraite à fin juillet, la concurrence fiscale à tout prix est liée aux vieilles théories libérales du "laisser-faire". Les théories économiques modernes prévoient au contraire des bases politiques qui rendent possible une "société de citoyens libres et jouissant de droits égaux."

Ces principes ne se laissent pas réduire à l'idée du libre marché. "Cela risquerait de créer une société où les intérêts des personnes économiquement plus fortes pourraient primer sur ceux des plus faibles", affirme M. Ulrich.

Souveraineté cantonale

Le professeur est persuadé que "le comportement des petits cantons qui ont créé des conditions favorables pour attirer des personnes aisées et des sociétés a augmenté les critiques internationales face à la politique fiscale suisse." Mais les cantons sont souverains en matière fiscale tandis que la Confédération se charge de la politique étrangère, voilà le problème.

L'institut d'éthique économique de l'HSG a récemment fait parler de lui pour les déclarations faites par son vice-directeur, Ulrich Thielemann, à une commission du parlement allemand. Le 25 mars, M. Thielemann avait affirmé que "des arguments un peu hasardeux circulaient en Suisse pour justifier le secret bancaire".

Il avait ajouté que "la Suisse bouge uniquement lorsqu'elle est sous pression". La direction de l'HSG s'est officiellement distancée de tels propos.

"La position de notre institut est contenue dans une étude

réalisée il y a neuf ans", se justifie le professeur Ulrich. "Domage que pendant tout ce temps presque personne, médias compris, n'ait voulu nous écouter."

La succession à la tête de la chaire du professeur Ulrich risque entre-temps de susciter d'autres discussions. L'ex-conseiller fédéral UDC Christoph Blocher a en effet annoncé publiquement qu'il se portait candidat.

Contact:

Discours Suisse
c/o FORUM HELVETICUM
Case postale
5600 Lenzbourg 1
Tél.: +41/62/888'01'25
Fax: +41/62/888'01'01
E-Mail: info@forum-helveticum.ch

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100005483/100586241> abgerufen werden.